Le Soir
PANORAMA

Manama entre deux feux

Après avoir remis sur le droit chemin wahhabite le voisin qatari, Riyad s'attaque à un autre bastion des Frères musulmans, le Bahreïn.

Ibrahim Al-Hatlani, écrivain et chercheur saoudien installé à Djeddah, revenait récemment sur l'embarras de Bahreïn à se départir de ses alliances avec le terrorisme, sous la pression internationale, notamment de ses plus proches voisins du Conseil de coopération des pays du Golfe(*). L'Arabie Saoudite a, la première, montré la voie de la nouvelle direction édictée par le retour des militaires au pouvoir en Égypte en déclarant comme organisation terroriste le mouvement des Frères musulmans. Bahreïn peine à concilier le rôle joué par l'organisation locale des Frères comme précieux soutien à la famille régnante des Al Khalifa en butte à une puissante opposition chiite et le rôle néfaste reconnu régionalement à cette même organisation. Toutefois, son ministère des Affaires étrangères a rendu publique le 27 mars 2014 une déclaration par laquelle il réserve des représailles à l'endroit des sujets du Royaume engagés dans des conflits extérieurs.

Une mesure de nature à cesser le soutien politique et financier apporté à l'opposition syrienne dans sa lutte contre le régime de Bachar Al Assad. Un tel revirement fait suite à la liquidation de deux combattants bahreïnis membres des groupes armés islamistes qualifiés de «terroristes» par l'administration américaine.

La position saoudienne à l'endroit de ses sujets qui combattent dans des pays étrangers est encore plus radicale : il leur est retiré la nationalité saoudienne s'ils ne regagnent pas leurs foyers dans les deux semaines qui suivent l'avertissement. Le communiqué de Manama intervient après une déclaration – relativement contradictoire – du ministre des Affaires étrangères de Bahreïn soutenant que son pays ne considérait pas les Frères de «Al Minbar Al islami» comme une organisation terroriste. A le croire, les Frères locaux sont attachés au respect du droit et n'attentent pas à la sécurité de l'Etat.

Une distinction est, par ailleurs, établie entre les Frères comme mouvement international et leur démembrement local du «Minbar». Bien mieux, si l'on croit le chef de la diplomatie bahreïnie, les Frères ne doivent pas être perçus comme une organisation internationale mais comme des partis d'obédience locale soumis au droit national. A Bahreïn, ils sont partie prenante du pouvoir, avec des députés au Parlement depuis 2002, et sont liés aux autres mouvements salafistes par «l'Alliance de l'unité nationale». Les Al Khalifa ne peuvent se passer de leur soutien dans leur lutte contre les chiites.

Les sanglants affrontements entre les manifestants chiites et les forces de police, et ce qui en découle comme tensions confessionnelles, compliquent donc l'adhésion de Bahreïn à une position commune, avec les Saoudiens notamment.

Manama enfreint ainsi un précédent engagement avec le Qatar et l'Arabie Saoudite considérant les Frères musulmans comme une organisation terroriste, «pleinement et sans restriction aucune».

Voilà comment la lecture des événements d'Égypte par l'Arabie Saoudite, les Emirats, le Qatar et Bahreïn trouve son prolongement dans chacun de ces Etats.

La «criminalisation» de l'activité des Frères par Riyad ne trouve également pas d'écho très favorable en Tunisie, au Maroc, au sein de l'Union européenne et même aux Etats-Unis.

La thèse qui semble prédominer favorise l'action pacifique et légale des Frères, jugée indispensable à l'équilibre politique des sociétés musulmanes. Le discours d'Obama à Al Azhar au début de son premier mandat est passé par là.

C'est sur cette base que le Koweït a refusé d'inclure dans l'ordre du jour du 15e Sommet arabe qu'il a dernièrement abrité une proposition émanant de l'Arabie Saoudite, des Emirats et d'Égypte soutenant que les Frères musulmans constituent officiellement une organisation terroriste.

Les Etats du Golfe ne semblent pas crédibles aux yeux de la communauté internationale. En éloignant la menace islamiste de leurs territoires, ils ne l'abandonnent pas ailleurs et continuent à en faire un moyen de déstabilisation hors de leurs frontières.

Le Qatar apporte son aide financière aux mouvements armés du Nord du Mali qui partage 1 300 km de frontières avec l'Algérie, mouvements parmi lesquels figure le fameux Mujao qui retient en otage les sept diplomates algériens depuis le 5 avril 2013.

Dans un article bien documenté, «Notre ami du Qatar finance les islamistes du Mali», l'hebdomadaire satirique parisien le *Canard Enchaîné* croit savoir que «les insurgés du MNLA (indépendantistes et laïcs), les mouvements Ansar Dine, Aqmi (Al Qaïda au Maghreb islamique) et Mujao (djihad en Afrique de l'Ouest) ont reçu une aide en dollars du Qatar». Se référant à des sources proches du renseignement français, il estime que la «générosité du Qatar est sans pareille et qu'il ne s'est pas contenté d'aider financièrement, parfois en livrant des armes, les révolutionnaires de Tunisie, d'Égypte ou de Libye».

Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

Le Qatar, qui a joué un grand rôle dans le conflit armé en Libye, précipitant la chute de Mouammar Kadhafi, a provoqué une circulation massive d'armes libyennes dont une grande partie a atterri chez les organisations terroristes Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) et le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), favorisant largement l'occupation par ces deux nébuleuses de villes du Nord du Mali et justifiant l'intervention française dans la région.

L'hebdomadaire impute même au petit Qatar d'avoir «des visées» sur les richesses des sous-sols du Sahel ! L'odeur du pétrole pourrait ainsi motiver également l'action du Qatar au Mali.

Comme le bassin pétrolier de Taoudéni dont les réserves ont été découvertes récemment couvre plusieurs pays, dont le Niger (1,5 million de kilomètres carrés), aucun des trois Etats n'échappe à ses ambitions, au demeurant démesurées...

A. B.

(*) Le texte intégral en arabe est disponible sur http://carnegieendowment.org/sada/2014/05/20

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

C'est ça, la démocratie !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam

Victoire écrasante du FN en France. Alger exprime son inquiétude face au danger imminent d'une…

… vague de harraga français sur ses côtes !

Drame ! Séisme ! Big-bang ! Catastrophe ! Vague bleue ! Nous avons eu droit à tous les «superlatifs» pour qualifier la victoire du Front National français aux européennes. Pourtant, dans les faits, le FN n'est pas encore réellement le premier parti de France, contrairement à ce que certains ont déjà écrit. Pourtant, surtout, le FN ne semble pas en mesure de réunir la condition de sièges dans 7 pays de l'Union pour pouvoir prétendre former un groupe et peser réellement. Pourtant, malgré tous ces pourtant, j'ai été frappé par le degré d'«atterrement» de ténors classiques de la politique française sur les plateaux télé immédiatement après l'annonce de la victoire de Marine Le Pen. Mélenchon qui pleure. Valls qui balbutie. Copé qui en perd son bronzage aux UV. Fabius qui se raccroche lamentablement à l'élection d'un oligarque milliardaire en Ukraine pour éviter de commenter frontalement la débâcle du PS à ces européennes. Les Verts qui ne savent plus s'il faut revenir dans le gouvernement ou se reconvertir dans la culture du compost aux abords du Larzac. Et Hollande ! Ah ! Hollande ! Il a convoqué hier matin tout son staff en lien avec les questions européennes et sécuritaires pour un comité de crise très crise ! J'ai même entendu Madame Guigou, relayée un p'tit chouia par la Rama Yade, appeler à la mise en place de comités de vigilance citoyenne. Pour un peu, et les généraux français allaient se réunir en conclave secret dans l'équivalent hexagonal de notre ENITA afin d'appeler à l'arrêt du processus électoral ! Alors que Marine n'a remporté qu'une européenne ! Mon Dieu ! Combien d'entre ceux qui pleurent aujourd'hui en France, ceux qui crient à la république en danger, ceux qui souscrivent à pleins poumons à l'érection de barricades au Trocadéro, ceux qui jurent que personne ne déboulonnera la statue de Marianne pour la remplacer par celle de Jeanne d'Arc, combien d'entre tous ceux-là, tous ces amis français, nous avaient fait sévère et musclé reproche d'avoir barré le chemin au FIS en 1991 ? Combien ? Et pourtant, chez nous, le FIS avait «remporté» par la fraude et la terreur une élection capitale qui lui ouvrait directement les portes du Palais et de toutes les institutions vitales de la RADP. Combien d'amis socialistes, mais aussi d'amis centristes et de droite – hacha les communistes ! — nous avaient fermement recommandé de respecter le «choix populaire», de nous coucher face à la gangrène verte ? Beaucoup ! Et aujourd'hui, sans jouissance particulière, mais avec juste ce qu'il faut de mémoire respectueuse de ceux parmi nous assassinés par l'intégrisme et les courants totalitaires, nous recommandons sobrement, amicalement et gentiment à nos amis «françaouis» de s'en remettre à la loi des urnes, d'accepter la république Bleu Marine et de mesurer enfin ce que fut grandiose le geste de haute responsabilité assumé par Nezzar et ses compagnons ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.